



Communiqué de presse de Julien Sanchez

Conseiller régional de Languedoc-Roussillon

Délégué National du FN

Quand l'Etat agira-t-il pour la sécurité dans les fêtes votives ?

Julien Sanchez, conseiller régional de Languedoc-Roussillon, délégué national du FN, s'indigne du déchainement de violence s'étant déroulé lors de la fête votive de Rodilhan.

Une nouvelle fois, des hordes venues des quartiers sensibles de Nîmes, qui n'étaient pas là pour s'amuser mais pour gâcher la fête, ont semé la terreur, violentant même une jeune fille à qui ils ont fait des attouchements, donnant un coup de couteau (avec donc l'intention de tuer) à un jeune tout juste majeur dont le pronostic vital a été par la suite engagé et qui semble aujourd'hui heureusement hors de danger.

Cette affaire est devenue tellement banale qu'aucun élu national ou régional n'a réagi à ce fait qui n'est pas sans nous rappeler le meurtre du jeune Fabien Vigne à Montarnaud, et bien d'autres. Même les gendarmes se sont refusés à tout commentaire.

Au lieu d'imposer des normes de sécurité de plus en plus drastiques aux passionnés de la culture taurine comme si les animaux étaient le grand danger des fêtes votives, au lieu de ne faire que parader à Nîmes comme leurs prédécesseurs UMP en prétendant avoir réglé le problème de l'insécurité, M. Valls et son chef de cabinet M. Gros doivent désormais agir pour aider les Maires dans la sécurisation réelle de ces fêtes en leur allouant des effectifs. Lorsque de plus en plus de ces fêtes dégénèrent à cause de quelques barbares identifiés comme des perpétuels semeurs de troubles, là est leur devoir afin d'éviter des morts qui engendreront tôt ou tard une révolte populaire dont ils devront être tenus pour responsables directs.

Lorsqu'on envoie des milliers de CRS contre les adversaires pacifiques du mariage pour tous, lorsqu'on met des effectifs démentés sur les routes pour traquer les automobilistes, on peut faire le choix de mettre des effectifs pour éviter les attaques (récurrentes) de ce genre dans les fêtes votives. Ce ne sont pas des sociétés privées (qui n'ont pas la capacité juridique réelle d'intervenir) qui doivent être en première ligne ni les petites municipalités qui n'ont pas les moyens propres nécessaires.

Réellement révolté par ces faits qui se banalisent, Julien Sanchez adresse aux victimes de ces violences, à leurs familles ainsi qu'au Maire de Rodilhan tout son soutien moral et réclame au Ministre de l'Intérieur et au Préfet des actes forts plutôt que du blabla.